

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 18911**

Intitulé

MASTER : MASTER Master droit mention Droit public spécialité Droit public de l'économie finalité professionnelle

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université Panthéon Assas - Paris 2, Ministère de l'Enseignement Supérieur	Université Panthéon Assas - Paris 2, Ministère de l'Enseignement Supérieur, Le Président de l'Université Panthéon-Assas (Paris 2), Recteur de l'académie de Paris

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1969)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128g Droit fiscal ; Droit des affaires ; Droit pénal ; Droit de l'environnement ; Droit de la santé ; Droit de la sécurité et de la défense ; Droit du transport etc

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Le Master Droit public de l'économie forme des juristes de haut niveau spécialisés dans tous les domaines du droit public des affaires : contrats publics, gestion des biens publics, entreprises publiques, régulation et financement de projet.

Les titulaires du diplôme sont capables d'exercer tous les types d'activités auxquels le professionnel spécialiste du droit public de l'économie est susceptible d'être confronté notamment :

- Rédiger des consultations, en cabinet d'avocat, dans le domaine du droit public de l'économie pour l'ensemble des acteurs intéressés par ces disciplines : grandes entreprises, administrations, etc.

- Gérer, organiser et piloter des contentieux intéressants, notamment, le droit des contrats publics, le droit des biens publics ou le droit des services publics.

- Assurer des missions d'encadrement relevant des directions juridiques des grandes entreprises ou des grands opérateurs publics.

- Assurer des missions d'encadrement relevant de l'administration générale et des services juridiques dans les grandes administrations ou établissements publics de l'État ou des collectivités territoriales locales.

Le titulaire du Master Droit public de l'économie est apte à mobiliser des connaissances approfondies et à maîtriser un certain nombre d'outils afin d'assurer l'ensemble de ces activités. Il est préparé à l'exercice d'activités professionnelles dans tous les domaines mettant en relations les administrations et les entreprises. Il est capable de :

- maîtriser les différents outils du droit public de l'économie en vue de rédiger des consultations.

- maîtriser les outils du contentieux en droit public de l'économie en vue d'établir des conclusions et de présenter des plaidoiries ;

- maîtriser la rédaction de consultation et plaidoirie en droit public de l'économie en vue d'assister juridiquement une entreprise, une collectivité ;

- traiter des cas concrets, à savoir soulever les questions pertinentes, en vue d'apporter une réponse aux problématiques juridiques posées et à leurs enjeux pratiques ;

- maîtriser une approche globale des questions qui se posent en ces domaines en vue d'établir les liens nécessaires entre les différentes branches du droit, notamment en intégrant la dimension européenne des questions traitées ;

- assurer la veille juridique en droit public de l'économie en vue d'actualiser ses connaissances en matières de lois, règlements, jurisprudence et doctrine en vue de s'adapter aux innovations constantes de la législation et de la jurisprudence ;

- rechercher et réunir la documentation juridique en vue de procéder à une analyse complète des implications des textes réglementaires et législatifs.

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Ce professionnel travaille dans le secteur du droit public de l'économie et dans le secteur juridique.

Le titulaire du master Droit public de l'économie peut exercer au sein de :

- Cabinets d'avocats

- Entreprises

- Grandes administrations de l'État et des collectivités locales

Le diplômé peut assurer tous types d'emplois exigeant un haut niveau de connaissance en particulier en Droit public de l'économie, dans des fonctions d'organisation, de conseil, d'étude et de contrôle de droit.

- Avocat en droit public des affaires

- Juriste d'entreprise

- Cadre administratif

- Conseil en entreprise

- Consultant

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1903 : Défense et conseil juridique

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Le master se déroule sur 2 années d'études.

L'accès au master 1 est ouvert aux titulaires d'une licence en droit.

Le Master 2 Droit public de l'économie est ouvert aux candidats titulaires d'un Master 1 de droit ou d'un autre diplôme à dominante juridique, sanctionnant une formation supérieure d'au moins quatre ans, admise en équivalence. Le master 1 mention Droit public de l'Université Paris 2 est particulièrement adapté.

L'accès au master 2 Droit public de l'économie se fait sur dossier.

La formation en master 1 mention Droit public est la suivante :

1er semestre :

UEF 1 - 20 ECTS

; 3 matières obligatoires avec TD selon l'une des options suivantes :

Option 1 Droit public des affaires

- Droit du service public
- Droit public de l'économie 1
- Droit de l'urbanisme

Option 2 Droit public général

- Droit du service public
- Contentieux constitutionnel
- Grandes doctrines juridiques, politiques et économiques

Option 3 Administration publique

- Droit du service public
- Contentieux constitutionnel
- Droit public de l'économie 1

UEC1 - 10 ECTS

; 3 matières obligatoires sans TD selon l'option choisie au titre de l'UEF1 :

Option 1 Droit public des affaires

- Droit de la concurrence
- Contentieux constitutionnel
- Grandes doctrines juridiques, politiques et économiques

Option 2 Droit public général

- Droit des collectivités territoriales
- Droit public de l'économie 1
- Droit de l'urbanisme

Option 3 Administration publique

- Sciences administrative
- Droit des collectivités territoriales
- Grandes doctrines juridiques, politiques et économiques

; 1 matière sans TD à choisir dans la liste suivante :

Option 1 et 2

- Droit de la concurrence
- Grands systèmes de droit contemporains 1
- Politiques de l'Union européenne
- Histoire du droit administratif et de l'Administration
- Droit administratif comparé
- Droit de l'action sociale et de l'aide sociale

Option 3

- Droit de l'action sociale et de l'aide sociale

; Un enseignement obligatoire d'anglais.

2ème semestre :

UEF 2 - 20 ECTS

; 2 matières obligatoires avec TD selon l'une des trois options suivantes :

Option 1 Droit public des affaires

- Droit public de l'économie 2
- Droit des contrats publics

Option 2 Droit public général

- Droit constitutionnel général
- Droit international public 2

Option 3 Administration publique

- Droit constitutionnel général
- Histoire des idées politiques 2

UEC 2 - 10 ECTS

; 3 matières obligatoires sans TD selon l'option choisie au titre de l'UEF2 :

Option 1 Droit public des affaires

- Droit constitutionnel général
- Droit international public 2
- Histoire des idées politiques 2

Option 2 Droit public général

- Droit public de l'économie 2
- Droit des contrats publics
- Histoire des idées politiques 2

Option 3 Administration publique

- Finances locales
- Droit des contrats publics
- Politiques publiques

; 1 matière sans TD à choisir dans la liste suivante :

Option 1 et 2

- Droit de l'environnement
- Droit de la santé publique
- Droit constitutionnel comparé
- Aspects européens des droits fondamentaux
- Histoire des idées politiques 1
- Finances locales

Option 3

- Droit de la santé publique

ou

- Droit international public 2

; Un enseignement obligatoire d'anglais.

; Un atelier de professionnalisation facultatif.

La formation dispensée en master 2 Droit public de l'économie est la suivante :

60 ECTS

1) CONTRATS PUBLICS D'AFFAIRES

- Droit des marchés publics
- Droit des partenariats public-privé
- Finances, banques et financement de projet
- Fiscalité des contrats publics

2) CONCURRENCE ET RÉGULATION

- Droit de la concurrence
- Droit et contentieux communautaire des affaires
- Régulation des activités économiques

3) ENTREPRISES ET PROPRIÉTÉS PUBLIQUES

- Droit et pratique des entreprises publiques nationales
- Droit et pratique des entreprises et services publics locaux
- Droit public des biens

4) ENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

- Droit de l'environnement
- Analyse économique du droit public
- Droit constitutionnel économique
- Soit Droit budgétaire et comptabilité publique
- et Droit des contrats publics internationaux
- Soit Contentieux administratif

5) ÉTUDES DE CAS

- Études de cas en contentieux économique
- Études de cas en contrats publics et en droit pénal public
- Anglais juridique

Un stage d'une durée entre 3 mois et 6 mois se déroule en entreprise, dans un cabinet d'avocats d'affaires, dans une administration ou dans une juridiction.

Modalités de contrôle des connaissances

Le contrôle des connaissances porte sur l'ensemble des enseignements et s'effectue sous forme d'examens écrits, oraux, exposé-discussion, contrôle continu, stage et mémoire assorti d'une soutenance.

Des mentions sont attribuées :

17-20 : mention très bien

15-17 : mention bien

13-15 : mention assez bien

10-13 : mention passable

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION OUI/NON		COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Le diplôme est délivré sur délibération du jury du master concerné. Le jury est désigné chaque année par le président de l'Université dans les conditions prévues à l'article L. 613-1 du Code de l'éducation.
En contrat d'apprentissage	X	
Après un parcours de formation continue	X	
En contrat de professionnalisation	X	
Par candidature individuelle	X	
Par expérience dispositif VAE prévu en 2003	X	Jury composé d'enseignants-chercheurs et de professionnels.

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS**ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX****Base légale****Référence du décret général :**

Arrêté du 25 août 2002 modifié relatif au diplôme national de master.

Arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master.

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 24 octobre 2011 - n°20051889 - relatif aux habilitations de l'Université Paris 2 à délivrer des diplômes nationaux.

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Code de l'éducation - articles R613-32 à R613-3 relatifs à la VAE.

Références autres :**Pour plus d'informations****Statistiques :**

2008-2009 : 220 candidatures - 36 admis à s'inscrire - 29 diplômés

2009-2010 : 243 candidatures - 32 admis à s'inscrire - 21 diplômés

2010-2011 : 259 candidatures - 37 admis à s'inscrire - 31 diplômés

2011-2012 : 249 candidatures - 37 admis à s'inscrire - 28 diplômés

2012-2013 : 286 candidatures - 31 admis à s'inscrire - 29 diplômés

Autres sources d'information :

[Site internet de l'autorité délivrant la certification](#)

Lieu(x) de certification :

Université Panthéon-Assas Paris 2 - 12 place du Panthéon Paris 5ème

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Université Paris 2 - 12 place du Panthéon Paris 5ème

Historique de la certification :

Le master Droit public de l'économie a pris la suite du DESS Droit public de l'économie créé en octobre 2002 en remplacement du DEA Droit public de l'économie créé en 1995.